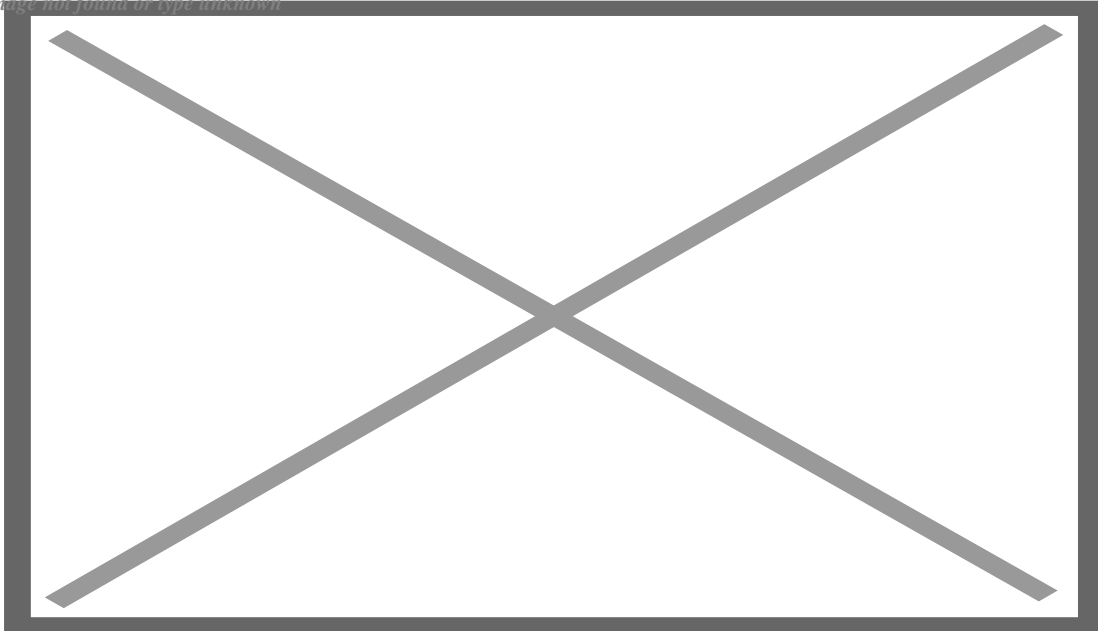


Le gouvernement bolivien entamera des poursuites contre Almagro pour avoir contribué au coup d'État contre Evo Morales

Image not found or type unknown



La Paz, 16 mars (RHC) Face à des actes persistants d'ingérence dans les affaires intérieures de la Bolivie, le Gouvernement a annoncé qu'il envisageait des poursuites judiciaires contre Luis Almagro, secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA).

Lors d'un entretien avec le média bolivien Red Uno, le ministre de la Justice et de la Transparence institutionnelle, Iván Lima, a déclaré qu'il envisageait d'engager des poursuites contre Luis Almagro pour ses allégations concernant la fraude électorale présumée de 2019.

Selon le fonctionnaire, le Secrétaire général de l'OEA est un "acteur politique" et il a déclaré que s'il pouvait le poursuivre et l'amener dans le pays, pour qu'il rende compte de la "gravité de ses allégations et de l'irresponsabilité de son rapport" des élections annulées de 2019, il le ferait.

Au cours des dernières heures, l'OEA a envisagé de constituer une commission internationale d'enquête sur des cas de corruption depuis la dernière période de gouvernement de l'ancien président Evo Morales jusqu'à aujourd'hui, y compris la période du gouvernement de transition de Jeanine Añez.

L'OEA a en outre mis en cause le système judiciaire bolivien et affirmé qu'il n'existait pas de garanties de procès "juste et équitable " contre les abus du gouvernement de facto.

L'ancien président bolivien Evo Morales a condamné la défense par l'OEA de l'ex-cheffe du gouvernement de facto Jeanine Añez et il a accusé Almagro de 'crimes contre l'humanité'.

'Almagro ne s'est jamais prononcé au sujet des 36 meurtres, des plus de 800 blessés, des 1500 détenus illégalement et de la centaine de persécutés', a ajouté Evo sur son compte Twitter.

Morales admet ne pas s'étonner de la complicité de Luis Almagro avec l'ex-gouvernante et plusieurs de ses ministres, maintenant en détention préventive.

Des organismes, des gouvernements et des médias ont condamné l'OEA pour avoir rejeté en octobre 2019 la légitimité des élections qui ont entériné le président Morales par une large marge de voix, ce qui a provoqué une vague de répression et de violence.

(Telesur)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/250829-le-gouvernement-bolivien-entamera-des-poursuites-contre-almagro-pour-avoir-contribue-au-coup-detat-contre-evo-morales>



Radio Habana Cuba